

SMIRTOM

du SAINT-AMANDOIS

Extrait du registre des délibérations

Comité syndical du 29 mars 2016

L'an deux mil seize, le 29 mars à 9 heures 30, le comité syndical du SMIRTOM du Saint-Amandois s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard JAMET, Président.

Date de la convocation : 18 mars 2016

Nombre de membres : Nombre de délégués : 32

Présents : 20

Pouvoirs : 0

Absents, excusés : 12

PRESENTS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : mesdames Clarisse DULUC, Edith MICHELIC, messieurs Pascal AUGENDRE, Bertrand DESNOIX, Jacques DEVOUCOUX, Bernard JAMET, Guy LAINE ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS : messieurs Olivier HURABIELLE, Pierre MANCION, Michel PERRIOT, Michel SAUVAGNAT ; COMMUNAUTE DE COMMUNES ARNON BOISCHAUT CHER : messieurs Dominique BURLAUD, Michel DE PAULE, Christian FAUCHER ; COMMUNAUTE DE COMMUNES BERRY GRAND SUD : madame Chantal TRAVERS, monsieur Dominique DUBREUIL ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : monsieur Paul BERNARD ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : messieurs Robert BELLERET, Roland GILBERT ; SIVOM SANCERGUES/SAINT-MARTIN- DES CHAMPS : monsieur André DELAVAUT.

ABSENTS ; EXCUSES

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : monsieur Pascal COLLIN ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS : monsieur Jean-Pierre RENAULT ; COMMUNAUTE DE COMMUNES ARNON BOISCHAUT CHER : monsieur Alain MANSSSENS ; COMMUNAUTE DE COMMUNES BERRY GRAND SUD : madame Brigitte REBMANN, messieurs Jean-Paul JOLIET, Nicolas NAULEAU ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : messieurs Olivier COMBETTE, Guy SAMIERI ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : monsieur François RICHARD ; SIVOM SIVOM SANCERGUES/SAINT-MARTIN- DES CHAMPS : monsieur Jean-Luc CHARACHE ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS CHARITOIS : monsieur Jacques BRUNET ; COMMUNE DE LUGNY CHAMPAGNE : monsieur Yves DEBONO.

M. Olivier HURABIELLE est désigné comme secrétaire de séance.

COMITE SYNDICAL
SMIRTOM DU SAINT AMANDOIS

Séance du 29 mars 2016

Délibération n° 2016- DC0002

RAPPORT D'ACTIVITE

Monsieur le président rappelle que le décret n° 2000-404 du 11 mars 2000 impose au président d'un Etablissement de Coopération Intercommunale la présentation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ménagers et assimilés devant le comité syndical.

Un exemplaire du rapport annuel est adressé au préfet pour information.

Synthèse du RAPPORT ANNUEL 2015

SUR LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT
DES ORDURES MENAGERES ET DECHETS ASSIMILES
DU SMIRTOM DU SAINT-AMANDOIS

CARACTERISTIQUES GENERALES

Le SMIRTOM était composé en 2015 de 6 communautés de communes, d'un syndicat, de 2 communes individuelles, représentant 98 communes pour une population stable de 59 000 habitants.

Le syndicat a la compétence collecte, tri et traitement des déchets ménagers et assimilés.

I) La Collecte

La collecte est assurée par un prestataire de services, la société SITA Centre. La prestation de collecte se fait sur un marché d'une durée de 5 ans renouvelable deux fois pour une année. Ce marché a débuté au 1^{er} janvier 2010.

Le marché a fait l'objet de 5 avenants depuis sa signature.

L'avenant n°1 s'applique depuis le 1^{er} octobre 2010, il concerne la mise à disposition d'une 2^{ème} mini benne de collecte et de pénalités supplémentaires au CCAP.

L'avenant n°2 s'applique depuis le 8 décembre 2011, il concerne la substitution de la collecte en porte à porte des habitants du quartier du Vernet par une collecte hebdomadaire quadri flux en apport volontaire (colonnes enterrées).

L'avenant n°3 prévoit le retrait des communes de Bannegon, Le Pondy, Thaumiers à compter du 1^{er} janvier 2013. L'objet de l'avenant a pour conséquence une moins value de 49 725 € pour le SMIRTOM et une plus value d'un même montant pour la CDC du Dunois.

L'avenant n°4, conclu le 26 mars 2013, a pour objet l'extension du secteur de collecte en micro benne sur le territoire du SMIRTOM liée à une plus value annuelle de 20 000€ HT.

L'avenant n°5, conclu le 31 octobre 2014, a pour objet l'extension de la collecte sur les communes de Levet et Sainte-Lunaise à partir du 1^{er} janvier 2015 pour un montant de 72 484 € HT par an

La collecte est assurée en benne bi-flux. Elle est hebdomadaire pour les ordures ménagères résiduelles (OMR) (bac à couvercle bordeaux) et pour les corps creux (bac jaune). Elle est bimensuelle pour le verre (bac vert) et pour les journaux revues magazines (JRM) (bac bleu). La collecte se fait de 4 à 22 heures du lundi au vendredi sur 50 circuits. Les jours fériés sont rattrapés par lissage sur la semaine avec les samedis.

II) Le tri et le traitement

Le tri des emballages et le traitement des ordures ménagères résiduelles sont assurés par un prestataire de services, la société SITA Centre et ce par un marché public de 3 ans, renouvelable 1 fois un an.

Ce marché a débuté au 1^{er} janvier 2014.

Le tri est assuré par le centre de tri de Bourges situé dans la zone industrielle des Danjons.

Le traitement est assuré par le centre d'enfouissement de classe II du Champ Balai situé sur la commune d'Orval.

III) Le traitement des produits issus des déchetteries

Le SMIRTOM assure la gestion des hauts et des bas de quai des 14 déchetteries du syndicat.

Il transporte les bennes sur les exutoires attribués par marchés publics pour 3 ans renouvelables 1 fois un an.

Ces marchés ont débuté au 1^{er} janvier 2014.

- Lot 1 : traitement des DIB : Société SITA, enfouissement au CSDU Classe II du Champ Balai situé sur la commune d'Orval.
- Lot 2 : traitement des déchets verts par compostage : Société Mempontel sur la plateforme de Baugy.
- Lot 3 : traitement des déchets ménagers spéciaux (DMS) Société Meyer SGA à Poilly lez Gien
- Lot 4 : traitement du bois : Société Mempontel à Baugy

IV) La redevance incitative

Le SMIRTOM a institué la redevance incitative à la réduction et au tri des déchets sur son territoire depuis le 1^{er} janvier 2010. Pour mémoire, l'année 2011 était la première année de facturation en redevance incitative. Le montant perçu au titre de la Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) auprès des usagers est passé de 7 375 216 € en 2010 à 6 334 306 € en 2011 soit une baisse de 1 040 910 € représentant 14,11%. L'année 2012 conforte les résultats, le montant mis en recouvrement est de 6 425 905 € soit une hausse de 1,4%. L'année 2013 maintient cette logique avec un montant mis en recouvrement auprès des contribuables de 6 540 369 € soit une hausse de 1,78%. L'année 2014 se

poursuit dans cette logique avec un montant mis en recouvrement de 6 698 210 €. Enfin, pour l'année 2015, le montant mis en recouvrement auprès des usagers s'élève à 6 706 153 € soit une hausse de 0,12%.

Un marché de services avec la société Plastic Omnium Systèmes Urbains est conclu pour la maintenance des bacs, le système informatique embarqué, la gestion de la base de données et la facturation pour 5 ans à partir du 1^{er} janvier 2010. Ce marché est terminé depuis le 29 février 2016.

V) Les résultats

Les résultats 2015 confirment la modification des comportements des usagers en rapport avec la redevance incitative.

Les tonnages OMR collectés sont passés de 14 256,93 T (2009) à 7 860,45 T (2014) et 7 803,99 T (2015) soit une baisse de 0,72%.

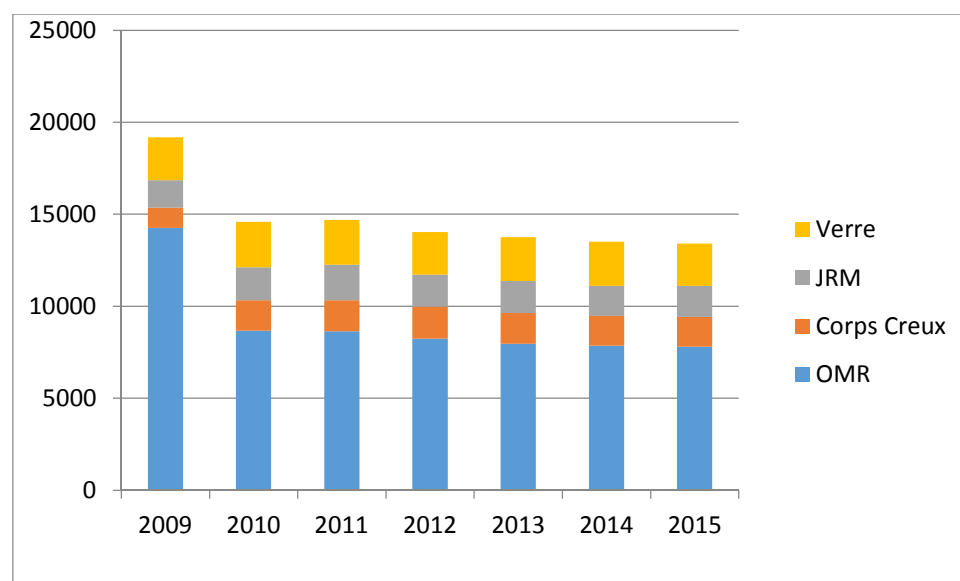
Les tonnages collectés en corps creux sont passés de 1 106,9 T (2009) à 1 609,58 T (2014) et 1 620,38 T (2015) soit une hausse de 0,67 %.

Les tonnages des JRM sont passés de 1 496,36 T (2009) à 1 639,24 T et 1 683 T (2015) soit une hausse de 2,67%.

Les tonnages de verre sont passés de 2 324,56 T (2009) à 2 396,02 T (2014) et 2 295 T (2015) soit une baisse de 4,22%.

Le tonnage des déchets collectés en porte à porte sur le syndicat, par habitant, est passé de 331,97 kg (2009) à 225,09 kg (2014) et 223,37 kg (2015) soit une baisse de 0,76%. La baisse est principalement due au plan de prévention initié par le SMIRTOM.

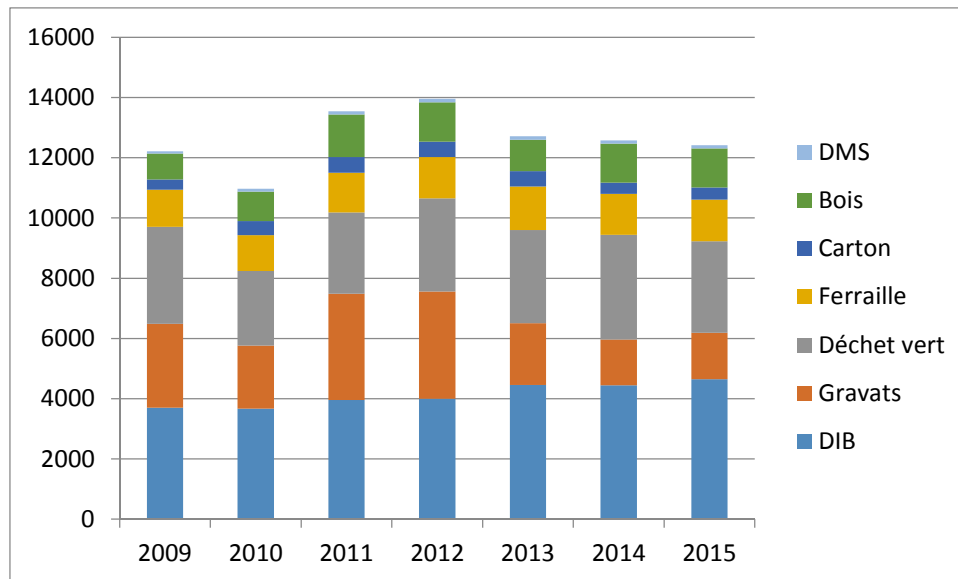
Tableau d'évolution des tonnages collectés en porte à porte



Le tonnage des produits des déchetteries se stabilise depuis 2013 suite au transfert d'une grosse quantité de gravats en valorisation et donc une sortie de ces tonnages de la classification de déchets.

- Le tonnage des déchets industriels banal (Tout venant) est passé de 4 444,84 T (2014) à 4 646,72 T (2015) soit une hausse de 4,54 %.
- Le tonnage des gravats est passé de 1 525,48 T (2014) à 1 538,36 T (2015) soit une hausse de 0,84%.
- Le tonnage des déchets verts est passé de 3 474,15 T (2014) à 3 047,98 T (2015) soit une baisse de 12,27 %.
- Le tonnage de la ferraille est passé de 1 354,22 T (2014) à 1 373,84 T (2015) soit une hausse de 1,45 %.
- Le tonnage du carton est passé de 374,83 T (2014) à 403,64 T (2015) soit une hausse de 7,69%. Cette hausse est augmentée par la collecte directe en mini benne auprès des commerçants pour un tonnage de 175,36 T. Le volume total du carton est en hausse de 6,23%.
- Le tonnage du bois est passé de 1 298,08 T (2014) à 1 300,72 T (2015) soit une hausse de 0,2 %.
- Le tonnage des DMS est passé de 111 590 kg (2014) à 109 222 kg (2015) soit une baisse à hauteur de 2,12 %.
- Le poids des apports en déchetterie par habitant est passé de 204,18 kg (2014) à 201,57 kg (2015) soit une baisse des tonnages à hauteur de 1,28 %.

Tableau des tonnages collectés en déchetteries.



L'année 2015 a permis au syndicat d'avancer sur le projet de déchetterie à quais et du site technique à Drevant pour les habitants de la communauté de communes Cœur de France. Les travaux ont commencé en fin d'année et devraient être terminés en septembre 2016.

Au final, la production de déchets par habitant est passée de 429,27 kg (2014) à 424,94 kg (2015) soit une baisse de 1 %. Cette diminution des tonnages est la résultante d'une diminution des flux collectés

en porte à porte et collectés en déchetterie. Néanmoins, il apparaît que l'utilisation importante des déchetteries par les professionnels impacte fortement les résultats du syndicat.

VI) Bilan financier

La dépense pour la collecte, le tri et le traitement des OMR s'élève à 4 940 773 € TTC soit une hausse de 3,58 % par rapport à 2014. Cette hausse est liée aux variations des prix induites par les diverses formules de révision des prix des marchés publics et surtout par l'augmentation du forfait de collecte suite à l'arrivée des communes de Levet et Sainte-Lunaise.

La dépense pour la maintenance des bacs OMR et du système informatique embarqué et la gestion de la base de données et de la facturation s'élève à 276 980 € TTC soit une baisse de 3,3 % et ce en raison de prestations ponctuelles facturées en 2014 et malgré l'arrivée de nouveaux usagers.

Les dépenses pour le traitement des déchets des déchetteries se répartissent de la manière suivante :

Le tout venant et les gravats passent de 346 278 € à 388 016 € soit une hausse de 12% en raison de l'augmentation des tonnages collectés.

Les déchets verts et le bois passent de 137 974 € à 98 126,41 € soit une baisse de 28,88 % en raison de la baisse des tonnages des déchets verts depuis l'acquisition du broyeur lent par le syndicat.

Les déchets ménagers spéciaux passent de 112 661 € à 121 176 € soit une hausse de 7,55 % en raison de difficultés de facturation par le prestataire (13 mois facturés en 2015 pour retard en 2014).

Le montant des coûts de traitement des déchetteries passe de 596 913 € à 607 318 € soit une hausse de 1,74 % en corrélation avec la hausse comptable des DMS.

Les frais de fonctionnement pour les déchetteries sont estimés à 1 386 212 € et se décomposent de la manière suivante :

Amortissement des matériels	391 293 €
Carburant (80%)	129 676 €
Masse salariale (50%)	684 982 €
Entretien (80%)	148 760 €
Assurances (50%)	31 501 €.

Les coûts de fonctionnement du syndicat sont estimés à 1 691 969 € et se répartissent de la manière suivante :

Amortissement des biens	391 293 €
Masse salariale	684 982 €
Charges financières	135 494 €
Dépenses de fonctionnement	480 200 €

Sommaire des tableaux et diagrammes (joints en annexe)

- Tableau bilan d'activité (I) :
- Tableaux de synthèse sur les déchetteries (II et III):
- Tableau sur la collecte et le traitement (IV):
- Bilan comptable 2015 « Prestation SITA »

Le comité syndical, à l'unanimité, donne acte au président de la communication de ce document.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le président,

Bernard JAMET